

[Text]

If, indeed, that is what we want to do—if we want to downsize the fishery—then we have to wait for an economy that is much stronger than the one we have. I mean, not only in Newfoundland, but in Canada as a whole. We must find alternative employment for these individuals. Anything less than that I would suggest is immoral. I am not reading directly from the brief but essentially the same points have been made in here.

The other area I want to comment on is the whole question of what happened in our fisheries restructuring. Both I and the party have consistently objected to the approach which was taken in the fisheries restructuring. What we had was a diversified number of companies all round the province which were in trouble, each to a more or less degree. The proposed solution was to create two super companies: Fishery Products International primarily in Newfoundland, although part of its operation is elsewhere, and National Sea Products which is primarily a Nova Scotia company which also has operations in Newfoundland as well. The argument made by the people who pushed that solution was that this was the appropriate way of doing it; that if we had strong enough companies, they could then market properly, they could become streamlined and efficient and so on. And quite frankly, I am horrified by the thought that we would have the future of 45, or 35, or 40 fish-plant communities in the hands of a board of directors of one particular company—which is the situation we have now! And if you look at the board of directors, you will find that it is heavily made up of individuals who are not indigenous to the province and, therefore, do not understand, I think, the implications of the kinds of decisions they can make.

So I think the direction we took at that time was wrong. It still remains wrong. I think we are seeing the fallout from that particular decision today. What is happening, of course, is Fishery Products International has indicated that they want to divest themselves of up to 15 fish plants, I believe, a very large number of which are marginal, I would suggest, to the ones they want to keep. Otherwise, it would make no sense in terms of business decision to get rid of them.

To me the direction was wrong. I could recognize the necessity for more co-ordinated and stronger marketing, and we have always argued that there had to be a stronger way to market fish than by the several fish companies which competed in the market. Mr. Morgan indicated the problems that arrangement incurred, where you had one company undercutting the other, and the price of fish dropping and so on. The concept of "central desk" marketing, or one single seller, is not unusual. It was one of Kopper's ambitions back in the 1919-1920 period. There was a very strong social democratic type of movement among the Fishermen's Protective Union, and one of the major concepts was that we had to have "single

[Translation]

Si, vraiment, c'est ce que nous voulons faire—si nous voulons réduire les effectifs de l'industrie des pêches—nous devons attendre que l'économie soit beaucoup plus forte qu'elle ne l'est à l'heure actuelle, non seulement à Terre-Neuve, mais dans l'ensemble du Canada. Nous devons trouver d'autres possibilités d'emploi pour ces personnes. Je pense qu'il serait immoral de ne pas prendre cette mesure. Je ne suis pas en train de lire l'exposé, mais il contient essentiellement les mêmes idées.

L'autre point dont je voudrais parler, c'est toute la question de ce qui s'est passé dans le cadre de la restructuration des pêches. Le parti et moi-même nous sommes régulièrement opposés à l'approche adoptée pour faire cette restructuration. Il y avait un certain nombre de compagnies en difficulté un peu partout dans la province, devant faire face à des problèmes plus ou moins graves. La solution proposée était de créer deux super-compagnies: *Fishery Products International* (Pêcheries Internationales Limitée), à Terre-Neuve tout d'abord, bien que cette entreprise ait des usines ailleurs, et *National Sea Products* (Produits de la mer (national) Limitée), possédant des usines en Nouvelle-Écosse surtout, mais aussi à Terre-Neuve. Les gens qui ont imposé cette solution soutenaient que c'était la bonne façon de procéder; ils disaient que si nous avions des compagnies assez solides, elles pourraient alors faire une mise en marché adéquate, elles pourraient être rationalisées et devenir efficaces, et ainsi de suite. Franchement, je suis horrifié à la pensée que le sort de 45, 35 ou 40 collectivités dépendantes des usines de traitement du poisson puisse reposer entre les mains du conseil d'administration d'une compagnie en particulier—ce qui est exactement la situation dans laquelle nous nous trouvons maintenant! Si vous étudiez le conseil d'administration, vous vous rendez compte qu'il est en grande partie composé de personnes qui ne sont pas originaires de la province et, pour cette raison, ne comprennent pas, je pense, les conséquences des décisions qu'ils sont en mesure de prendre.

C'est pourquoi je crois que nous n'avons pas pris la bonne route, à ce moment-là. Nous ne sommes toujours pas dans le bon chemin. Je pense que nous pouvons aujourd'hui constater les retombées de cette décision en particulier. Ce qui se produit, bien sûr, c'est que Pêcheries Internationales Limitée a fait savoir qu'elle voulait laisser tomber une quinzaine d'usines de traitement du poisson, dont un très grand nombre, à mon avis, sont marginales par rapport à celles qu'elle veut garder. Autrement, cela n'aurait aucun sens, sur le plan économique, de s'en débarrasser.

À mes yeux, ce n'était pas une bonne décision. J'admets la nécessité d'une mise en marché mieux coordonnée et plus efficace, et nous avons toujours soutenu qu'il devait y avoir une meilleure façon de mettre en marché le poisson que par les nombreuses compagnies se faisant concurrence sur ce marché. M. Morgan a expliqué les problèmes que cela entraîne, les compagnies qui se font concurrence, la chute du prix du poisson, etc. L'idée de commercialisation centralisée, ou d'un vendeur unique, est assez répandue. C'était une des ambitions de Kopper dans les années 1919-1920. Il y avait un mouvement de type social-démocrate très fort au sein de la *Fishermen's Protective Union*, et l'un des principes majeurs était d'avoir un